

Tribunes Cachan Mag - Expression des groupes du conseil municipal

(<https://ville-cachan.fr/tribunes-cachan-mag/>)

En application de la loi du 2 février 2002 relative à la démocratie de proximité, un espace d'expression est réservé aux groupes politiques composant le conseil municipal. Les textes, informations et chiffres publiés engagent l'unique responsabilité de leurs auteurs et reflètent leur seule opinion.

Les tribunes suivantes ont été publiées dans le n°364 de Cachan Mag (Décembre 2025).

Les tribunes précédentes sont accessibles dans la [version numérique du magazine municipal](#).

Groupes de la majorité municipale

Groupe socialiste et apparentés ▾

Hélène de Comarmond, Samuel Besnard (président), Camille Vielhescaze, Caroline Carlier, Céline Di Mercurio, Hervé Willaime, Pierre-Yves Robin, Christine Rescoussié, Robert Orusco, Yseline Fourtic, Angélique Susini, Katia Touchet

L'urgence climatique exige un nouvel élan internationaliste

Après la COP30 de Belém au Brésil, le monde ne peut pas une nouvelle fois se contenter de discours. L'urgence climatique est là, tangible. Elle appelle à un changement profond de notre modèle économique. La justice climatique ne peut être dissociée de la justice sociale : les peuples les plus pauvres, les territoires vulnérables paient déjà le prix de l'inaction. Un nouvel horizon d'espérance internationaliste doit émerger et cette « internationale » doit appeler à combattre les forces délétères de la réaction afin d'emmener notre planète et ses peuples vers une transition juste. Vers une transition fondée sur la solidarité entre le Nord et le Sud, qui engage à la fois la responsabilité historique des pays riches et la participation des peuples. Les engagements financiers doivent enfin être tenus : les promesses de compensation, d'aide à l'adaptation ne peuvent plus être différées. Cette exigence, au regard de l'enjeu planétaire, est portée à Cachan dans de nombreux domaines (espaces verts, déplacements peu ou pas polluants, économie des ressources...). Par exemple en matière de géothermie pour chauffer des milliers

de logements et de nombreux équipements publics depuis 1984. La France et l'Europe doivent porter cette exigence avec cohérence, loin des demi-mesures et des compromis avec les lobbys. Sans courage politique, sans redistribution et sans démocratie climatique, la COP30 ne serait alors qu'un sommet de plus. Le temps n'est plus à l'ajustement, il est clairement à la bifurcation vers un monde soutenable pour toutes et tous dans un processus internationaliste.

Groupe communiste et apparentés ↴

Jacques Foulon (président), Sylvie Darracq, Georges Thimotée

Pour que l'énergie redevienne un bien commun

Depuis le 1er août, la TVA sur l'électricité et le gaz a augmenté pour tous les foyers. Sous prétexte d'uniformisation, le gouvernement a supprimé le taux réduit à 5,5 % sur l'abonnement, appliquant désormais un taux unique de 20 % sur l'ensemble de la facture. Une mesure injuste, car la TVA frappe tout le monde sans distinction de revenu, aggravant la précarité énergétique de millions de ménages. À Cachan, comme ailleurs, de plus en plus de familles se demandent jusqu'à quand elles pourront retarder le moment de rallumer le chauffage. Pourtant, l'énergie n'est pas un luxe : c'est un besoin vital, un droit fondamental. Les communistes défendent depuis toujours l'idée que l'électricité et le gaz doivent redevenir des biens communs gérés par un véritable service public national. Le groupe communiste au Sénat a ainsi déposé une proposition de loi, construite avec les salariés de l'énergie et leur syndicat, la FNME-CGT, pour ramener la TVA à 5,5 sur l'intégralité des factures. C'est une première étape vers des factures justes et accessibles à toutes et tous. Mais au-delà, c'est la logique même du marché européen de l'énergie qu'il faut remettre en cause. Ce système livre notre production aux spéculateurs, qui s'enrichissent sans jamais avoir investi dans les infrastructures. Il faut reprendre le contrôle public sur la production, la distribution et la fixation des prix, en construisant un pôle public de l'énergie, combinant nucléaire et énergies renouvelables. Garantir l'accès à l'énergie, interdire les coupures, planifier la transition écologique : voilà ce que devrait être la priorité d'un gouvernement soucieux de justice sociale, voici le projet des communistes.

Groupe Décidons notre ville ↴

Stéphane Rabuel (président), Sandrine Churaqui, Catherine Busson, Emmanuelle Mazuet

Consommer local !

En à peine 50 ans, la consommation de masse a envahi nos vies. Créer l'envie et le besoin par une logique de marques capte une grande partie du budget des familles au profit de grands groupes financiarisés. Les plateformes permettent de se faire

livrer des biens fabriqués à l'autre bout de la planète en quelques clics et presque sans délai. La distribution par Shein de produits illicites ou dangereux n'est qu'un palier de plus, de trop. Écœurant ! Les ventes par plateforme génèrent gaspillage, transport international et local polluant, profusion d'emballages à recycler, et portent ainsi atteinte à l'environnement. Elles accroissent l'exploitation des travailleurs en atelier et des salariés des plateformes. La transition écologique juste appelle une réaction. Pour l'heure, les ministres, les mêmes qui encouragent le libéralisme, s'offusquent et en appellent à l'Europe. Facile ! Nous détenons aussi les clés par nos comportements. Cachan, ville du quart d'heure, permet d'accéder à des commerces de proximité, à des services locaux, à un marché alimentaire et à un marché mensuel des artisans. Depuis novembre, la boutique Éphémère permet de rapprocher une offre pas, ou pas encore, présente dans la ville. Favoriser le commerce local est un acte de responsabilité individuelle. À l'approche des fêtes, choisissez d'acheter vos cadeaux en ville ou au marché de Noël. Sans oublier qu'une présence humaine auprès des personnes isolées reste un merveilleux cadeau, gratuit.

Joyeuses fêtes à toutes et tous.

Groupe Europe Écologie Les Verts ↴

Denis Hercule (président), Julien Jabouin, Lucie Guillet, Maëlle Bouglet, David Petiot

L'inaction climatique coute bien plus cher que la transition écologique

En septembre dernier, la Cour des comptes a publié son premier rapport sur la transition écologique. Son verdict est sans appel : le coût de l'inaction est supérieur à celui de la transition. Autrement dit, chaque retard, chaque action manquée, nous coûtera demain plus cher – humainement, économiquement, socialement – que l'effort collectif nécessaire aujourd'hui pour transformer nos manières de vivre et de produire. La Cour des comptes pointe aussi des politiques encore trop timides et dispersées, souvent privées d'un pilotage cohérent, alors même que la situation environnementale continue de se dégrader et appelle une action urgente pour limiter les impacts et redresser la situation. Bref, nous allons dans le mur et nos gouvernants continuent d'appuyer sur l'accélérateur.

Le rapport chiffre à 110 milliards d'euros par an les investissements nécessaires d'ici à 2030, soit le double du rythme actuel. Cet argent existe, il est donné en cadeaux fiscaux aux grandes entreprises sans contrepartie (260 milliards), il est volé par la fraude fiscale (50 milliards), il est perdu par l'inégalité de l'impôt (20 milliards). C'est un investissement pour notre avenir commun. L'inaction, elle, n'est plus une option : c'est une mise en danger de nos conditions de vie. À Cachan comme partout, les écologistes, qui ont déjà fait le constat auquel arrive la Cour des comptes, portent et mettent en oeuvre la transition écologique et sociale nécessaire pour notre avenir et celui de la planète.

Groupe Génération·s ▼

Thomas Kekenbosch (président), Laetitia Boutrais

Connaissez-vous le top 11 des années les plus chaudes jamais enregistrées à la surface du globe ? Facile : ce sont les 11 dernières années !

Selon le rapport « Emissions Gap » des Nations unies, la hausse de la température mondiale pourrait atteindre 2,8 °C d'ici 2100. Si les engagements pris par les États étaient respectés, la hausse pourrait être limitée à 2,3-2,5 °C. Nous sommes donc loin, très loin, de limiter la hausse à 1,5 °C, l'objectif de l'accord de Paris de 2015.

Or, chaque dixième de degré supplémentaire alimente les catastrophes. Les événements météo extrêmes sont de plus en plus probables : sécheresses, inondations, élévation du niveau de la mer, effondrement de la biodiversité... Les conséquences sur l'humanité sont dévastatrices et vont en s'accélérant. Les guerres de l'eau ont commencé. Les catastrophes alimentaires sont en cours. Les premières victimes sont les pauvres, les premiers responsables les plus riches. Cynisme absolu : les mêmes qui gouvernent par le racisme sont ceux qui préparent des migrations climatiques majeures.

Exigeons davantage de nos dirigeants. La COP30 se tient au Brésil. Les tyrans du monde, de Trump à Milei et l'extrême droite ici, font tout pour faire dérailler l'action climatique. En Europe, la coalition de droite détricote les politiques écologiques, notamment la responsabilité des grandes entreprises. En France, E. Macron a tant de fois trahi ses engagements. À notre échelle, à chaque occasion, à chaque engagement : il faut un sursaut écologique.

Groupe Debout et Unis ▼

Fatoumata Bakily (présidente), Mohammadou Galoko, Zeïma Yahaya, Mattéo Almosnino

Ensemble vers une année plus douce

En cette période troublée, où l'actualité met parfois notre optimisme à l'épreuve, nous souhaitons à chacune et chacun d'entre vous de vivre de belles fêtes de fin d'année, entourés de chaleur humaine, d'un foyer accueillant et de moments précieux partagés avec vos proches.

Parfois, les mots manquent. Mais lorsqu'ils peuvent offrir un peu de réconfort ou éclairer nos pas, il faut savoir les convoquer. En ce mois de décembre, nous voulons rappeler ceux d'un ancien résistant, Stéphane Hessel, qui invitait la jeunesse et à travers elle, le monde entier à ne jamais renoncer à sa capacité d'indignation : « Indignez-vous ! » S'indigner, c'est refuser l'indifférence. C'est continuer à croire en la dignité humaine, en la justice, en la solidarité. C'est transformer les peurs en

énergie, et le désespoir en engagement.

En cette fin d'année, puissions-nous porter haut nos valeurs : cultiver la bienveillance, défendre le vivre-ensemble, protéger les plus fragiles, faire entendre la jeunesse, veiller sur nos aînés et faire de nos différences une force commune.

Nous vous souhaitons à toutes et à tous de très belles fêtes, et une année 2026 placée sous le signe de la paix, de la solidarité et de la résilience.

Groupe La France insoumise ↴

Dominique Lanoë (président), Lionel Jeanjean

Jusqu'où Macron fera-t-il les poches des pauvres ?

Pour plus de 22% des Français, les fins de mois difficiles commencent avant le 16 du mois. Souvent, ces personnes survivent grâce au découvert autorisé. Ce découvert n'est pas un cadeau des banques qui se gavent avec les agios abusifs et frais exorbitants. À partir du 20/11/2026, les découverts seront assimilés à des crédits à la consommation. Les banques devront analyser la solvabilité du client. Si, selon la banque, la personne à des revenus trop faibles, un découvert, même très limité, pourra lui être refusé. Pourquoi ces nouvelles règles : Macron s'est appuyé sur une directive européenne visant à limiter le surendettement mais il a rejeté les dispositions de cette directive qui limitait le pouvoir des banques pour des découverts inférieurs à 200 euros et de moins d'un mois. Cette mesure va toucher en particulier les personnes précaires, les jeunes et les mères isolées. Si le découvert dépasse 200 €, votre banquier aura l'obligation de scruter vos comptes et jugera de l'utilité de vos dépenses. C'est infantilisant ! Si les ménages sont à découvert, ce n'est pas parce qu'ils ne savent pas gérer leur argent. C'est parce que dans la France de Macron, les prix, les loyers explosent alors que les salaires, eux, stagnent. Cerise sur le gâteau : au moment où le gouvernement Lecornu vient de faire voter des restrictions de la prime de Noël 2026 ! La France Insoumise a déposé une proposition de loi pour vous rendre vos droits et supprimer les agios abusifs. Elle doit être votée au plus vite. Notre souhait pour de bonnes fêtes de fin d'année : la fin de ce gouvernement illégitime. Il est toujours temps de se mobiliser ! Signez la pétition

<https://www.change.org/p/non-à-l-interdiction-des-découverts-bancaires>

Groupes d'opposition

En avant Cachan ! Groupe centriste et citoyen ↴

Maxime Mégret-Merger (président), Alain Ospital, Olivier Fallou, Marc Savariau

Propreté : le grand oubli de la municipalité ?

Dépôts d'encombrants hors date, sacs-poubelle abandonnés, trottoirs sales : la propreté de Cachan laisse à désirer. Les Cachanais le constatent chaque jour, dans tous les quartiers. La question n'est pas de désigner des coupables, mais de s'interroger sur la politique municipale. Quels moyens sont réellement consacrés à la propreté ? Combien d'amendes ont été dressées, combien d'interventions effectuées par la brigade verte ? Ces informations, pourtant essentielles, ne sont jamais rendues publiques. La Ville préfère des actions ponctuelles ou symboliques comme des campagnes de nettoyage médiatisées... Pendant ce temps, les rues se salissent de nouveau, et les rats, de plus en plus visibles dans de nombreux secteurs, témoignent d'un manque d'entretien préoccupant de l'espace public. Enfin, l'accès à la déchetterie reste limité : comment encourager le tri et lutter contre les dépôts sauvages si les habitants n'ont pas un lieu ouvert chaque jour pour se débarrasser de leurs encombrants ? La propreté n'est pas un sujet secondaire : c'est une question de cadre de vie et de respect des habitants. Nous appelons la majorité à publier enfin après 6 ans un vrai bilan des moyens engagés, à renforcer la transparence, et à offrir enfin aux Cachanais une ville propre toute l'année. En cette fin d'année, nous adressons à toutes les Cachanaises et à tous les Cachanais nos vœux les plus chaleureux pour de belles fêtes, dans une ville que nous voulons plus propre et plus accueillante pour tous.

Groupe Mieux vivre en Synergie ▼

Michèle Eskinazi (présidente) et José Caramez

Proposition n° 3 : Egalité et sécurité pour une école plus juste et protégée

À l'approche des élections municipales de mars 2026, nous avons une ambition forte : garantir une école égalitaire et sécurisée pour tous. Une école pour tous, sans distinction. Chaque enfant mérite un accès égal à une éducation de qualité, gratuite et sans discrimination. Pourtant, à Cachan, le coût des repas à la cantine varie selon le revenu des familles, créant une inégalité sociale. Pour y remédier, les repas pour les petits Cachanais seront gratuits. Par ailleurs, nous nous opposerons à l'introduction de farines d'insectes dans les menus des cantines, en raison d'incertitudes sur des effets et risques allergiques potentiels. Une sécurité renforcée dans nos écoles. La sécurité des enfants et du personnel scolaire est une priorité absolue. Si les normes incendie sont respectées, les écoles manquent de détecteurs de fumée. Nous équiperons chaque établissement de ces dispositifs essentiels. De plus, nous réviserons l'ensemble des mesures anti-intrusion : renforcement des portes extérieures, rehaussement des murets et grillages, sécurisation des accès.

Chers Cachanais, Vous rêvez d'une ville juste, sûre, gérée avec responsabilité, comme un véritable « bon père de famille » ? Que vous souhaitiez vous engager pleinement ou simplement apporter votre petite pierre à l'édifice, votre énergie compte ! Rejoignez notre mouvement pour bâtir ensemble un avenir dont nous

serons tous fiers.

Ensemble, faisons de Cachan une ville où il fait bon vivre pour tous ! Rejoignez-nous dès maintenant !